

## Une présence encore marginale

Car, pour gagner ses galons de parti politique « comme les autres », le Front national labouré le terrain pour implanter ses représentants dans le tissu local. Tractage sur les marchés, représentation dans les instances, visibilité mé-

bes virulentes à la tribune de son illustre paternel, Marine Le Pen et ses équipés ont lissé leur discours et leur image.

Une opération séduction qui opère auprès d'électeurs du Loiret. Au national, le FN est arrivé en tête des élections européennes avec 24,86 % des voix. Mais, à l'échelle départementale, il a pulvérisé son score de 2009, passant de moins de 7 % des voix à 28,05 %. Avec 54,80 % d'abstentionnistes

à mobiliser sur le plan local. « Être conseiller municipal, cela ne s'improvise pas. Les élus frontalistes suivent des séances de formation... Ce n'est pas facile de participer à des joutes verbales avec des gens qui ont plusieurs années d'expérience en face, comme c'est le cas à Orléans », plaide Bernard Chauvet, secrétaire départemental du FN45.

Un « apprentissage » de la politique qui comporte aussi son lot « d'incidents de parcours », comme il le

sion récente du parti pour un an, de Christophe de Bellabre, élu à Orléans. Officiellement pour des raisons déontologiques. Un conseiller étiqueté FN en moins pour la cité johannique qui reste une terre fermement ancrée à droite.

Philippe Lecoq, élu FN à Orléans, concède un « manque de notoriété » et, surtout, un électoral frontiste qui fait « concurrence au maire Serge Grouard » (UMP). Un premier édile décomplexé qui ratisse large, à l'image de

affirme, au contraire, pouvoir compter sur des cartons « favorables » comme celui de Courtenay.

Mais, là où Bernard Chauvet estime que le FN a ses meilleures cartes à jouer, c'est au sein de la Région, où il est lui-même élu. Actuellement composé de sept représentants, dont deux Loirétains, le groupe FN espère pouvoir emporter « entre 15 et 20 sièges », lors des élections prévues en décembre 2015. De quoi inquiéter les autres partis. ■

## RÉSULTATS

### PRÉSIDENTIELLE

2002. Marine Le Pen obtient 20,58 % des voix dans le Loiret (17,90 % au national).  
2009. Jean-Marie Le Pen réunit 11,84 % des voix dans le Loiret (10,44 % au national).

### RÉGIONALES

2004. Philippe Lecoq, qui mène la liste FN, obtient 12,80 % au 1<sup>er</sup> tour et 15,43 % au second.  
2004. La liste de Jean Verdun obtient 19,28 % des voix au 1<sup>er</sup> tour et 17,78 % au second.

### LÉGISLATIVES

2002. Bernard Chauvet obtient le meilleur score des candidats frontalistes avec 20,81 % dans la 4<sup>e</sup> circonscription.  
2007. Confronté à des listes mégristes dissidentes, le FN du Loiret plafonne à 10 %.

### EUROPÉENNES

2004. Marine Le Pen obtient 28,05 % de voix dans le Loiret (24,86 % en France).  
2009. La liste FN obtient 6,72 % des voix (6,34 % au national) et la liste extrême droite 2,30 %.

## L'ÉCONOMIE PASSÉE À LA MOULINETTE

Une mesure contre-productive pour le tissu économique français et qui, selon l'économiste, ne résoudra pas la problématique des bas salaires et de la délocalisation. « Ce n'est pas réaliste de revenir à la France des années 50 ». □

**ENTRÉPRISES.** L'idée de sanctionner les entreprises qui délocalisent est irréalisable, selon Alexis Direr. « C'est possible de le faire si la maison mère est située en France. Mais la fiscalité doit se limiter à taxer les biens et services, elle ne peut être punitive. Cette proposition pourrait d'ailleurs être jugée anticonstitutionnelle car il y aurait discrimination entre les sociétés. » Autre argument avancé par l'économiste, quelle entreprise voudrait s'installer en France si elle ne peut plus en sortir ? ■

## Sortie de l'Euro

Retrouver la liberté monétaire de la France en sortant de l'Euro : c'est la proposition la plus emblématique avancée par Marine Le Pen. Une mesure « aux conséquences incalculables et aux risques potentiellement catastrophiques », selon Alexis Direr. Ce dernier confirme que le retrait de l'Euro soulèverait de nombreux problèmes.

« Le FN propose cette mesure pour pouvoir dévaliser la monnaie, gagner en compétitivité et vendre des produits moins chers à l'export. Mais cela pose-rail problème, par exemple, par rapport à la dette française libellée en euros et que l'état serait incapable de rembourser. Ce serait un défaut technique qui pourrait mener à des poursuites judiciaires et à la faillite du système bancaire qui a accumulé les dettes souveraines dans son bilan », argue-t-il.

## FISCALITÉ.

L'économiste juge « intéressante » l'idée d'une progressivité accrue de l'impôt sur le revenu qui réduirait les inégalités. Une idée déjà évoquée par beaucoup de partis politiques. « Mais, ce qui différencie le FN et les partis au pouvoir, c'est qu'il est dans une optique d'élargissement de son électorat, en partant de sa base, la classe populaire », décrypte Alexis Direr. Il ajoute que cette préconisation fiscale serait surtout favorable à cet électorat mais pas aux classes moyennes. ■

## CONCLUSIONS.

Après analyse de ces quelques mesures emblématiques, l'économiste regrette que le financement des propositions soit si peu abordé. « C'est typiquement le programme d'un parti qui n'est pas au pouvoir. Les mesures sont assez démagogiques avec peu de propositions de financement ». ■

La République du Centre - 29/11/2014